

# **Motion AURA**

## **Renforcement secteur juridique fédéral**

### **XIVe Congrès fédéral**

Si certains camarades ont tendance à opposer le revendicatif et le juridique, nous affirmons que ces moyens d'action sont complémentaires.

Le juridique peut venir en soutien du revendicatif et être un levier du rapport de force.

Lorsque la réglementation n'est pas en faveur des travailleurs, cela ne doit pas nous empêcher de porter leurs revendications.

À contrario, lorsque le droit est de notre côté et que les directions ne l'appliquent pas, il est alors du devoir de notre fédération d'en informer l'ensemble des camarades pour défendre les travailleurs.

L'activité LDAJ est reconnue dans les territoires.

- Les articles juridiques sont les plus consultés sur le site fédéral.
- Les permanences juridiques mensuelles en présence d'avocats conventionnés, ainsi que les webinaires thématiques sont très suivis et plébiscités.
- Les sollicitations auprès du secteur par mail, désormais via les USD, sont quotidiennes.

Cependant ce secteur est mis en péril par les manques de moyens humains et organisationnels. Cela s'est traduit par exemple cette année par la difficulté à vérifier la bonne application de la codification des textes réglementaires à droit constant dans le CGFP.

L'augmentation du nombre d'heures de conventionnement des avocats reflète la volonté de la fédération de développer l'activité LDAJ. Pour autant sans engagement militant structuré, le secteur risquerait de se transformer en simple prestation externe, perdant son rôle stratégique au sein de la fédération.

Ainsi par l'adoption de cette motion, les délégués du congrès appellent pour le mandat à venir à maintenir, à minima, l'activité LDAJ actuelle et même de l'améliorer et la renforcer par :

- La reconstitution d'une équipe militante juridique solide.
- La création d'un lien structuré avec les différents espaces fédéraux et les instances nationales pour peser sur les débats réglementaires.
- Le fait de fournir les moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement du secteur.
- La formation et l'accompagnement des nouveaux camarades afin de leur permettre de s'impliquer efficacement et préserver ainsi le rôle stratégique LDAJ.
- Il faut donner la main au secteur LDAJ sur les publications du secteur sur le site fédéral, afin que les bases cherchant des informations sur le site fédéral soient informées au plus tôt, de mettre à jour les informations devenues erronées après la publication d'un nouvel arrêté ou décret et, vérifier les publications faites en son nom.

Pour cela, un engagement des différentes structures CGT (FD, USD, Syndicats, ...) à tout mettre en œuvre pour un bon fonctionnement du secteur LDAJ, tant en moyens humain qu'en temps syndicaux est nécessaire.

Nous demandons ainsi, par le vote de cette motion, que dans la mandature à venir le maintien et le renforcement du secteur LDAJ soient définis comme une priorité.